

# Éducation. Dans le cadre d'un appel national à la grève hier des syndicats d'enseignants du premier degré

## Évaluations de rentrée à l'école : un « flop des savoirs »

Les représentants de différentes organisations syndicales de l'enseignement public de la Manche ont tenu hier une conférence de presse à la Maison des syndicats de Saint-Lô. À l'ordre du jour : les évaluations nationales des élèves du premier degré dès le mois de septembre.

### Dès l'école élémentaire

L'évaluation des acquis des élèves tend à se généraliser et à se standardiser du CP au lycée, ainsi qu'en première année de CAP peu après la rentrée scolaire. Selon le ministère de l'Éducation nationale, ces évaluations ont pour objectif de « fournir aux enseignants des repères des acquis de leurs élèves », de doter leur hiérarchie « d'indicateurs » sur ces résultats afin « d'adapter leur action éducative », et de mesurer, « au niveau national, les performances du système éducatif » dans le temps et l'espace.

### Cela casse la logique des cycles d'évaluations qui durent trois ans

Les compétences en français et en mathématiques des élèves du CP au CM2 sont ainsi questionnées sous forme d'exercices et dans un temps imparti. Un élève de CP sera évalué sur la compréhension et la reconnaissance de lettres, de mots, de phrases, de phonèmes, de syllabes et de textes dans le cas de la langue française. Pour ce qui est des mathématiques, il est attendu de lui qu'il lise, compte et écrive des nombres, place un nombre sur une ligne graduée ou résolve des problèmes, dont un en géométrie.

Dans la Manche, l'intersyndicale composée de la FSU-SNUipp, de Sud Éducation, du SGEN-CFDT et de la CGT-Éducation a fait savoir son opposition à ce système d'évaluation. « L'évaluation nationale est la dernière mesure qui perdure du « choc des savoirs » voulu par Gabriel Attal, plantent les syndicalistes. Le reste a été reporté ou abandonné. C'est plutôt le flop des savoirs. »

Pour ces enseignants, ces évaluations ne sont pas adaptées aux élèves. Pire, elles produiraient des résultats biaisés et pourraient même les mettre en échec. « Nous n'en avons pas besoin car nous connaissons nos élèves, plaident-ils. L'esprit critique n'est pas quantifiable. Le raisonnement qui conduit un élève à un résultat n'est pas quantifiable. Nous, ce qu'on voit au quotidien, c'est le tâtonnement, l'expérimentation, la progression. Avec ces évaluations, on n'apprend rien sur la manière dont l'enfant procède. Ces évaluations généralisées et standardisées réduisent les apprentissages. On passe plus de temps à faire des évaluations qu'à faire de l'apprentissage. Et cela casse la logique des cycles d'évaluations qui durent trois ans et de l'école inclusive. Certains enfants ont besoin de plus de temps. »

Les syndicalistes rappellent qu'à l'instar des « groupes de besoins » dans les collèges, le bien-fondé de ces évaluations est loin de faire consensus. « Ce qu'on préférerait, soulignent-ils, c'est mettre plus de moyens pour répondre aux difficultés scolaires. Rappelons que l'école française est l'une des plus inégalitaires et injustes d'Europe. »

Les organisations syndicales déplorent une nouvelle forme de pression sur élèves, leurs familles et les enseignants : « C'est une remise en cause de notre liberté pédagogique. Nous sommes relégués au rôle de simples exécutants. Cela a un côté dangereux. Ces évaluations ne servent qu'à faire remonter des données desquelles découleront des politiques éducatives. C'est l'école du tri où l'apprentissage devient centré sur la réussite à un examen. Et on se sent un peu bêtes quand on reçoit les parents à l'issue de ces évaluations, quand on leur explique qu'elles ne sont pas représentatives des compétences de leur enfant. »

Dans la Manche, l'appel national à la grève des enseignants n'était pas d'actualité hier. « Face à ces évaluations, on appelle les enseignants à ne pas perdre leur liberté pédagogique. On invite toutes les écoles à en discuter, à se positionner collégalement. S'il y a décision de boycott total ou partiel de ces évaluations, nous les accompagnerons et nous les soutiendrons. L'important est de faire un choix collectif dans chaque établissement. »

## Une rentrée déjà « en mode dégradé »

Pour les enseignants, cet élan de protestation contre les évaluations nationales de compétences non travaillées s'inscrit dans un contexte particulier. « Il y a d'abord la rentrée où nous avons tout un tas de choses à installer, c'est déjà un marathon qui épuise dès le début de l'année scolaire. De plus, nous n'avons toujours pas de pilote dans l'avion à cette heure, résumant-ils face à l'absence de ministre de tutelle. Et dans le premier degré, nous fonctionnons encore en mode dégradé. Au niveau national, il y a environ 15% de postes vacants. L'objectif n'est pas atteint. On manque toujours de personnel et de moyens. Et dans la Manche, l'inspection fait appel à des contractuels depuis deux/trois ans. C'est assez récent, ce n'est pas comparable à ce qui se passe dans d'autres académies mais c'est tout de même une réalité. »

Ludivine LANIEPCE



Les représentants syndicaux hier à Saint-Lô. De gauche à droite : Florence Desrame (Sud Éducation), Lydie Ador et Erwan Saladin (FSU-SNUipp) et Valérie Levavasseur (SGEN-CFDT). Ludivine LANIEPCE